

# le pouvoir aux travailleurs

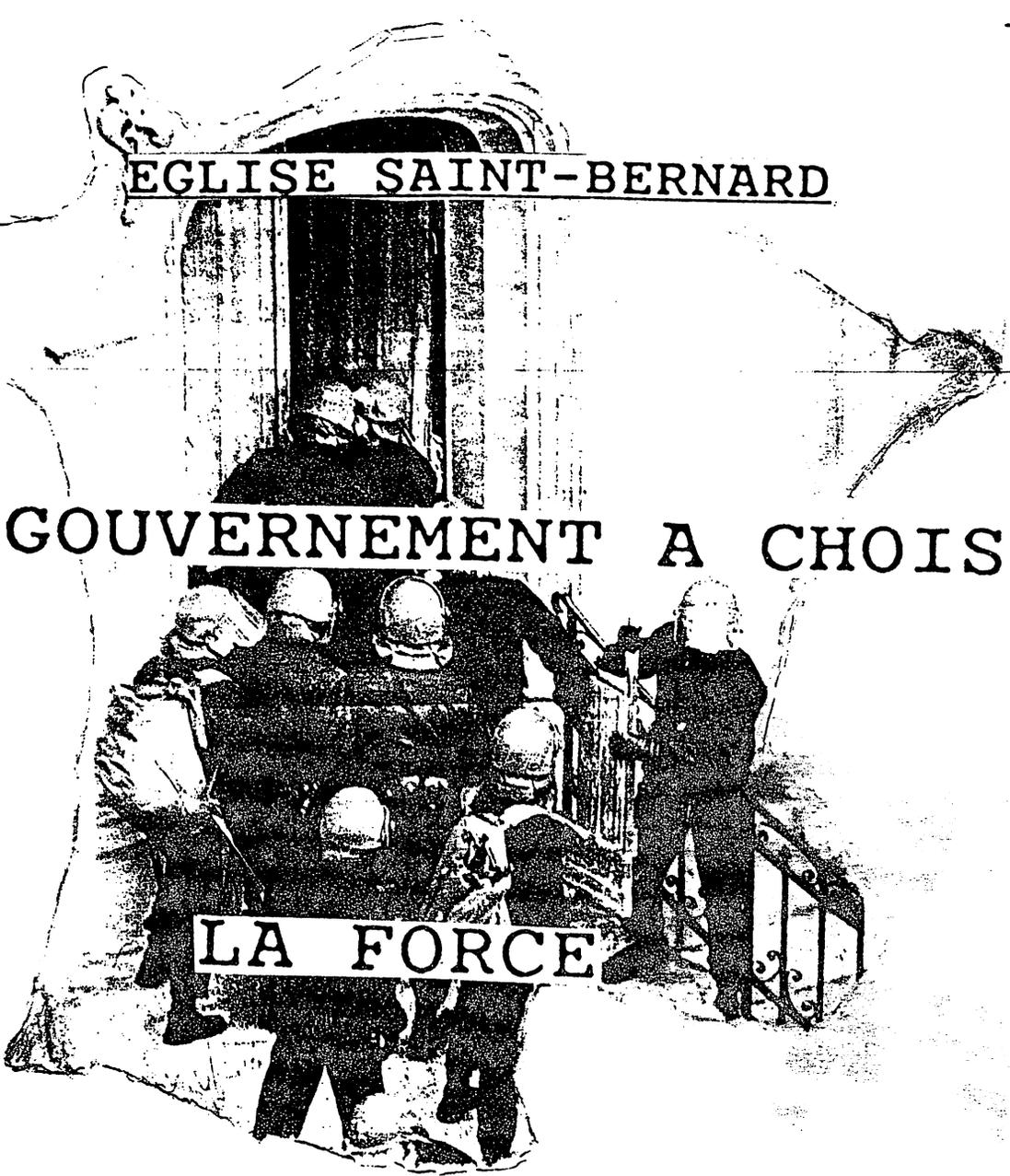
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 1er SEPTEMBRE 1996 N° 242

PRIX 4 FF



EGLISE SAINT-BERNARD

LE GOUVERNEMENT A CHOISI

LA FORCE

SOMMAIRE AU VERSO

## S O M M A I R E

## é d i t o r i a l

Page 2  
Editorial

EGLISE SAINT-BERNARD**LE GOUVERNEMENT A CHOISI  
LA FORCE**

Page 3  
Réactions après les  
expulsions

Le gouvernement français a choisi la "fermeté." Le 23 août, au petit matin, mille cinq cents policiers armés de matraques et de gaz lacrymogène ont évacué manu militari les 210 Africains "sans papiers" qui occupaient l'Eglise Saint-Bernard à Paris pour réclamer la régularisation leur situation administrative.

Page 4  
- L'hypocrisie du  
consul du Mali  
- Ceux de l'ex-  
Nouvelle France  
toujours sans  
logement

Les policiers étaient particulièrement brutaux aussi bien à l'égard des occupants de l'Eglise que des sympathisants et des voisins accourus au tintement de la cloche. La porte de l'Eglise défoncée, les occupants sont évacués de force. Quant aux dix grévistes de la faim, ils ont été transportés sur des brancards, en direction des hôpitaux. Le reste est conduit sous bonne escorte vers le centre de rétention de Vincennes.

Page 5  
Déby élu président  
grâce aux magouilles

Page 6  
Dakar: Les ordures  
sont au pouvoir et  
dans la rue

La brutalité avec laquelle ont sévi les policiers pour évacuer les "sans papiers" a choqué nombre de Français qui ont suivi la scène retransmise par la télé. Indignés, les dirigeants des partis politiques, de la gauche à l'extrême-gauche, les associations, ont appelé le jour même à une manifestation de protestation. "Abrogation des lois Pasqua", "...Nous sommes tous des enfants d'immigrés" sont parmi les mots d'ordre scandés par des milliers de manifestants.

Page 7  
Situation de la  
classe ouvrière en  
Côte d'Ivoire

ABONNEMENT  
FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF  
- Pli fermé : 85 FF  
Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-postes  
courants.

ETRANGER :  
Même tarif mais  
uniquement en cou-  
pons-réponses inter-  
nationaux.

ADRESSE :  
DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

Devant la réaction suscitée par cette brutale intervention policière, à Paris mais également dans les autres villes; devant des actions menées par des intellectuels français et surtout, peut-être suite aux recours déposés par un certain nombre d'avocats qui ont eu l'habileté d'exploiter les contradictions des lois Pasqua, le gouvernement a libéré 140 "sans papiers" de Saint Bernard, régularisé 49 mais il en a expulsé 7. A ce jour, il y en avait encore deux en détention à Vincennes.

Les "sans papiers" libérés se sont regroupés à la cartoucherie de Vincennes. Ils envisagent d'autres actions. La plupart sont des travailleurs du rang qui ne demandent qu'à être en règle. Ils en ont marre de vivre traqués comme des rats par la police; ils en ont marre de vivre dans la crainte perpétuelle d'être un jour expulsés; ils en ont marre de travailler "au noir" pour des patrons sans

vergoigne qui profitent de leur situation.

Quand l'économie capitaliste se portait bien, la bourgeoisie qui avait besoin de main d'oeuvre, ouvrait grandement les portes d'entrée de France. Elle allait même jusque dans certains pays africains pour recruter sur place.

Or depuis que la crise économique s'est installée, l'immigration est stoppée en France mais les travailleurs immigrés qui y vivent sont devenus la bête noire: s'il y a le chômage, s'il y a la délinquance, c'est à cause d'eux, laissent ouvertement entendre certains dirigeants politiques démagogues. Ils sont souvent victimes des tracasseries policières et administratives.

Si ces derniers temps le pouvoir a durci sa politique envers les immigrés, c'est surtout pour des raisons purement démagogiques. Il cherche à pêcher dans les eaux de Le Pen pour lui ravir des voix aux prochaines élections législatives.

En tout cas quels que soient les calculs et les raisons du gouvernement, le seul moyen pour les "sans papiers" de se faire régulariser, c'est la lutte. Et cette lutte sera d'autant plus efficace qu'elle s'inscrit dans le cadre de la lutte de l'ensemble de la classe ouvrière.

Car c'est ce même gouvernement qui s'attaque aux intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière en donnant des cadeaux aux patrons tout en acceptant les licenciements.

## APRES L'EXPULSION DES SANS PAPIERS LES REACTIONS A DAKAR ET BAMAKO

Les images de l'expulsion musclée des "sans-papiers" de Saint Bernard par 1500 CRS qui, après avoir défoncé la porte de l'église



à coups de hache ont entraîné sans ménagement ceux qui s'y étaient réfugiés ont choqué bien des gens en France mais aussi à Bamako et à Dakar et certainement dans d'autres villes africaines.

Et quand le lendemain de cette intervention musclée les autorités françaises annonçaient qu'un avion décollait de la région parisienne à destination de Dakar et Bamako avec à son bord quelques dizaines de "sans papiers" dont quelques uns de Saint-Bernard, cela a été ressenti par bien des gens comme une insulte, un mépris total du gouvernement français à l'égard de toute la population africaine. Le personnel au sol de l'aéroport de Dakar et Bamako a observé une grève de solidarité en faveur des expulsés. Il a refusé de décharger l'avion en question. A l'aéroport de Bamako, les travailleurs ont même refusé d'amener la passerelle pour faire descendre les passagers. Finalement c'est un autre avion cargo de l'armée française qui a été obligé de faire acheminer une passerelle de Dakar vers Bamako et c'est l'armée française qui a été obligée d'effectuer le travail que le personnel en grève refusait de faire.

Un meeting de soutien a été organisé au Stade de Bamako où quelques centaines de personnes sont venues pour manifester leur indignation. Certains ont crié des slogans hostiles à l'arrivée prochaine au Mali de Godfrain, ministre de la coopération. Ce dernier avait en effet déclaré qu'il effectuerait un voyage spécial au Mali en promettant qu'il proposerait une aide spéciale à la région de Kayes d'où sont originaires une grande partie des travailleurs maliens de France. Mais que valent les paroles de ce ministre du gouvernement de Juppé qui d'un côté durcit sa politique à l'égard des travailleurs immigrés (avec ou sans papiers) et de l'autre fait un discours mielleux sur la pauvreté et le sous-développement en Afrique qui poussent inexorablement une fraction de la population vers l'immigration pour survivre.

L'impérialisme français,

ancienne puissance colonisatrice qui a pillé l'Afrique et qui continue à le faire est responsable directement de cette pauvreté et de ce sous-développement. Quant aux fameuses "aides" qui sont censées résoudre les problèmes de la pauvreté des régions comme Kayes, cela fait des années et des années qu'on en entend parler. Tout au plus cela permet d'engraisser quelques ministres et hauts fonctionnaires et d'entretenir des "relations de coopération" avec les anciennes colonies qui ne sont rien d'autres que des relations de domination à peine déguisées.

Le mutisme des dirigeants sénégalais et maliens qui n'ont même pas osé faire une critique officielle, même du bout des lèvres à l'égard du gouvernement français, illustre bien qu'ils sont toujours pieds et poings liés à l'impérialisme français.

#### IMMIGRATION

### **L'HYPOCRISIE DU CONSUL DU MALI**

Le Consul du Mali à Paris aurait, paraît-il, fait parvenir aux "sans-papiers" de Saint-Bernard une somme symbolique ainsi que quelques couches pour bébés et des boîtes de lait. Mais quelle hypocrisie de la part de ce représentant du gouvernement de Konaré qui veut en quelque sorte jouer le double-jeu: d'un côté accepter sans protester

les expulsions des ressortissants maliens voire de signer quelques laissez-passer (nécessaires pour l'expulsion de ceux qui ne présentent aucune pièce d'identité), et de l'autre faire semblant d'apporter son soutien aux "sans-papiers". C'est ce qu'on appelle, en langage parlé, être un "faux-cul" !

### **CEUX DE L'EX-NOUVELLE FRANCE SONT TOUJOURS SANS LOGEMENT**

Depuis la destruction de leur foyer par les forces de l'ordre le 4 juillet, les 336 résidents de l'ancien foyer de Nouvelle France (eux-mêmes anciens locataires du foyer Léon Gaumont détruit en 1980) sont toujours sans logement.

Voici ce qu'ils disent: "...Il

y a maintenant plus de quinze ans, on nous avait promis la reconstruction d'un foyer. Nous demandons toujours à être relogés dans un, deux ou trois foyers. Nous demandons que les autorités acceptent de nous recevoir et d'ouvrir des négociations". Or jusqu'à présent " la mairie et la

préfecture refusent de nous recevoir sous prétexte que "l'affaire est réglée" puisqu'ils nous ont proposé des sites. Or nous les refusons. Pourquoi ? Sur les neuf sites proposés, six seulement sont en région parisienne (211 personnes). Ce sont des sites de 17 à 38 places, sauf un de 73 personnes. Seuls 44 résidents seraient relogés à Montreuil. Nous refusons d'être dispersés ainsi..."

De plus les hôtels meublés proposés par la mairie sont excessivement chers (1670 F par mois et par lit. La plupart des chambres contiennent deux à quatre lits. Ce qui fait une moyenne de 5 mètres carrés par personne. En guise de

cuisine collective il y a tout juste une cuisinière à deux feux tandis qu'une chambre dont on a retiré les lits est présentée comme salle "collective". Un des immeubles se trouvant au passage Kracher (18ème) dispose de quatre étages mais les toilettes sont toutes au rez-de-chaussée. De qui se moquent le Maire et le Prefet ?

Les autorités espèrent peut-être que les résidents, fatigués d'être à la rue, vont finir par accepter ces mauvaises conditions de logement. En tout cas jusqu'à présent ils tiennent toujours bon et maintiennent leurs revendications, celles d'être relogés dans de vrais foyers avec ce qu'il faut comme infrastructures collectives.

#### TCHAD

### **DEBY ELU PRESIDENT GRACE AUX MAGOUILLES**

Comme au premier tour des élections présidentielles, le second est entaché d'irrégularités diverses, ce qui a permis à Déby de l'emporter (69,09 % des voix) contre Kamoungué (30,91 %).

Ainsi, des membres de la commission électorale envoyés dans le Nord du pays pour le contrôle des votes ont été arrêtés pour que les magouilleurs du camp de Deby puissent opérer plus librement. Dans plusieurs localités, il n'y a aucun représentant de partis politiques de l'opposition, aucun observateur international. Selon certaines rumeurs, il n'y avait qu'un seul bulletin de vote dans certains bureaux, celui du dictateur-président sortant, Déby.

Dans le sud du pays, c'est le même scénario qui s'est également produit, à quelques exceptions près: il manquait des bulletins de vote du candidat Kamoungué (comme c'était déjà le cas au premier tour pour un

certain nombre de candidats de l'opposition). Mais en revanche dans n'importe quel bureau de vote, les bulletins du candidat Déby abondaient. Eh oui.

C'est à Ndjaména même que le mécontentement provoqué par toutes ces magouilles électorales était plus grand. Les résultats du premier tour avaient donné Idriss Déby vainqueur, avec plus de 50% des voix.

Mais la réaction contre cette insolence a été tellement vive que le gouvernement français, à la base de toutes ces combines électorales (les urnes, les bulletins de vote, la répartition aux quatre coins du Tchad et la collecte des résultats étaient son oeuvre) a dû reculer pour arranger un second tour.

Seulement voilà, les Ndjamenois écoeurés par tous ces micmacs électoraux, ont massivement boudé ce deuxième tour. Les électeurs de

Moursal (quartier des Sudistes) comme ceux de la rue 40 (quartier des Nordistes) se sont donné le mot pour désertier les bureaux de vote. Ils voulaient quelqu'un d'autre comme nouveau président, n'importe qui, mais surtout pas Déby car celui-ci symbolise à leurs yeux tous les maux dont ils souffrent: insécurité, vandalisme, misère...

Mais contre leur voeu, le gouvernement français leur a imposé, suite à ces élections truquées, Déby.

Alors, les intellectuels petits bourgeois, de Paris comme de Ndjaména sont déçus de l'élection de Déby, comme si un autre candidat élu

à sa place de allait changer les choses.

Les vrais changements ont toujours eu lieu à la suite des mouvements sociaux dont les principaux acteurs sont les déshérités.

Alors, ce qui importe pour l'heure, c'est d'aider les exploités à s'organiser, à se donner leur propre organisation. Car parmi la pléthore des organisations dites de l'opposition qui ont poussé comme des champignons, aucune ne se revendique des travailleurs et des paysans pauvres.

## DAKAR

### **LES ORDURES SONT AU POUVOIR ET DANS LA RUE**

Dakar encore une fois est envahie par la saleté (comme chaque année d'ailleurs) pendant la saison des pluies, mais pas les quartiers bourgeois.

Dans la première quinzaine d'août, le Premier ministre Habib Thiam a tenu une réunion publique entouré des membres de son parti, le PS, pour annoncer que bientôt sera construite à Dakar une usine d'incinération d'ordures ménagères pour faire face à la saleté qui envahit la capitale. Surtout les quartiers populaires tels que Pikine, Thiaroye, Grand Dakar, Tilène...

Si cette usine est construite, ce sera la moindre des choses que ces ordures au pouvoir puissent rendre comme service à la population de la capitale.

Mais même si ce complexe voit le jour, Dakar n'est pas tout le Sénégal. Que faire des ordures ménagères de Kaolac, de Tamba, Thiès, Saint-Louis, bref toutes les

autres grandes villes du pays? Ce n'est pas une usine mais des usines d'incinération qu'il faudra pour faire face à ces ordures ménagères envahissantes.

D'ailleurs on peut se demander pourquoi depuis trente six ans que ces messieurs sont au pouvoir, c'est maintenant seulement qu'ils s'aperçoivent que la saleté se



trouve partout dans les quartiers populaires. Et pourtant cette saleté cause beaucoup de dégâts parmi la population pauvre. Car c'est là où prolifèrent les moustiques qui transmettent toutes sortes de maladies comme le paludisme et autres.

Certes le discours d'habib Thiam annonçant la construction de cette usine devant des centaines de jeunes de son parti n'est pas sans

arrière-pensée électorale, quand on sait que les élections municipales auront lieu bientôt alors que le PS avait enregistré une cuisante défaite aux dernières élections législatives presque dans toutes les grandes villes.

Donc, il est fort probable que cette propagande ne soit rien d'autre qu'un simple discours afin de redorer son blason en vue des prochaines municipales.

## **SITUATION DE LA CLASSE OUVRIERE EN COTE D'IVOIRE**

Il est aujourd'hui de bon ton de parler de "croissance économique à deux chiffres" ou "d'éléphant d'Afrique", de "démocratie", comme le font tous les chantres de ce système ou du pouvoir en place. Mais toute cette propagande masque en fait une réalité: la situation qui est faite à la classe laborieuse de ce pays.

### Une situation qui se dégrade

La dégradation continue des conditions de vie des pauvres en général et de la classe ouvrière en particulier, depuis les dix dernières années et plus particulièrement depuis la dévaluation du franc en janvier 1994, est visible. Tous les travailleurs, à des degrés certes différents, vivent la même réalité: leur pouvoir d'achat a chuté à un point tel que ceux qui, auparavant, empruntaient les transports en commun pour se rendre au travail, font maintenant le chemin à pieds. Ceux qui prenaient leurs trois repas dans la journée ont tendance à en supprimer un, puis deux repas pour ne garder que celui du soir. Ceux qui envoyaient tous leurs enfants à l'école n'arrivent plus à le faire. Les filles étant les premières à être sacrifiées. Ceux des travailleurs qui étaient lotis à peu près convenablement sont

généralement contraint de déménager vers des quartiers encore plus reculés. Le plus souvent sans eau courante ni électricité. Combien sont les travailleurs qui ont envoyé leur famille au village faute de pouvoir leur assurer le minimum vital à Abidjan? Bénéficiaire des bienfaits de la médecine moderne est devenu un luxe que la majorité des travailleurs arrive de moins en moins à se payer. Ceux qui pensaient être à l'abri du chômage ne le sont plus. La pression exercée par le patronat pour augmenter la cadence de travail pèse durement sur les travailleurs. L'arrogance des patrons devient de jour en jour insupportable: les insultes, les vexations et les menaces de renvois sont monnaie courante. Le prix de la main-d'oeuvre a tellement diminué qu'il n'est pas rare de voir des usines augmenter le nombre de "cheffailons" pour tenir la cravache en vue d'augmenter la productivité. Pour les familles ouvrières, le chômage est devenu comme une maladie qui n'épargne personne et qui pèse sur tous. trouver un emploi est devenu tellement difficile qu'il faut monnayer une cinquantaine de milles francs pour espérer trouver un poste d'ouvrier journalier ou contractuel dans une usine. Tout en sachant que le respect des 8 heures de travail ainsi que du salaire minimum ne sera

pas garanti.

Quelques exemples des conditions des ouvriers:

### Les balayees de Yopougon

Voilà 6 mois que les balayees de cette commune n'ont pas touché leur salaire. Et quel salaire! 12.500f par mois! Et pourtant elles sont employées par la municipalité de cette commune qui, on pouvait l'espérer, ne se comporterait pas comme un vulgaire employeur. Oh, que non! Elle ne diffère même pas par leur arrogance. La mairie n'a t-elle pas dit qu'elle n'est "nullement concernée par cette affaire"(les balayees), sous prétexte que suite aux dernières élections municipales, "les balayees ne figurent pas dans les documents de passation de charges". Et cela 6 mois après! Eh bien oui, tous ces maires ou députés maires, ne se représentent les balayees que comme une "affaire" ou "documents". Que leur importe de connaître les soucis que peuvent avoir ces travailleuses.

### Les ouvriers journaliers attendant devant les usines

Les usines embauchent de plus en plus rarement, disposant d'une main-d'oeuvre disponible à tout instant. Toute une catégorie de travailleurs est ainsi transformée en travailleurs journaliers. Comme tous travailleurs, ces derniers prennent le chemin de l'usine chaque matin. Sauf que la majorité d'entre eux attendront toute la journée en vain, sans rien ramener pour nourrir les siens. Ne parlons même pas des petits margoulins, des petits "cheffailons", qui profitent de cette situation de précarité de ces ouvriers pour les racketter en monnayant un travail pour un jour, deux jours...

### Les ouvriers du bâtiment

A Abidjan, on n'en finit pas de construire. Les banquiers et autres promoteurs en bâtiment

s'enrichissent en exploitant féroce les travailleurs de ce secteur. Le nombre d'heures travaillées par jour ne se compte pas. Il n'y a aucune sécurité de l'emploi, aucune protection sociale, aucune caisse de retraite ou de maladie, aucun salaire régulier. Si un ouvrier est victime d'accident, il sera viré comme un malpropre. Le tout pour un salaire journalier qui va de 1000f à 2500f... quand il y a du travail! On peut dire que dans ce secteur le droit du travailleur est un mot creux. Voilà comment les entreprises telle que Sipim, Batim, etc, et surtout les banquiers qui se cachent derrière eux s'enrichissent.

### Les sociétés de gardiennage

Avec la montée du banditisme, voilà un secteur qui prospère. Et comment? Les travailleurs de ce secteur sont payés autour de 36.000f par mois tout frais compris, pour 12 heures de travail (de jour ou de nuit), avec 2 jours de repos par mois. Et on leur coupe, bien entendu, de leur salaire, le prix de leur tenue de travail, du sifflet, etc. Et comme à la société SPS, tous les prétextes sont bons pour leur amputer des jours entiers de travail.

Oh, cette situation que vit cette catégorie de travailleurs est connue de tous. Les CHU, les ambassades des pays riches, leurs consulats, les grosses usines à Abidjan, la CIE, la Sodéci, les grandes surfaces, etc, tous, sous-traitent leur service de gardiennage. Après cela, rien n'empêche bien évidemment certains d'entre eux de parler de droit de l'homme ou de démocratie... du moment qu'on ne leur empêche pas d'exploiter la classe des travailleurs comme ils l'entendent.

### Le travail des enfants

Voilà un phénomène qui se développe. Les pères de familles se retrouvant de plus en plus au chômage, les ouvriers n'ayant plus

les moyens de scolariser leurs enfants et subvenir aux besoins de la famille: voilà une main-d'oeuvre abondante et très bon marché pour les exploiters. Et ils ne s'en privent pas.

Les premiers à profiter de cette exploitation sont les entreprises qui fabriquent les journaux, les yaourts, les glaces, les croissants, etc. Il y a aussi les ateliers de chaussures, de mécanique, de menuiserie, de bâtiment. Ça, c'est pour ce qui concerne les garçons.

Par ailleurs, les petites filles car elles sont littéralement transformées en simple esclaves, corvéables à merci, dès l'âge de 6 ou 7 ans. Même décrire tout ce qu'elles peuvent subir devient douloureux. Cette main-d'oeuvre provient du village. Ceux qui profitent de cette main-d'oeuvre bon marché sont le plus souvent des petits bourgeois ou les assimilés: les petits commerçants, les députés, les maires, les médecins, les professeurs, les journalistes, les techniciens, etc. En fait, parmi eux, il y a ceux-là même qui se gargarisent de moralité, de chrétienté, de foi musulmane, de charité! Bon nombre d'entre eux ne finissent pas de disserter sur la démocratie et le droit de l'homme. Eh oui! L'un n'empêche pas l'autre. Un bon coup de balai s'impose. Si les travailleurs acquièrent la conscience, ils en ont la force.

Alors, quand ces gens-là parlent d'"Eléphant d'Afrique", des "dix chantiers de Bédié", de "l'ivoirité", de "libertés démocratiques"... Ils ne sont pas trop gênés de laisser Gbagbo se présenter dans les élections ou s'exprimer dans les ondes de la radio et de la télé... Quand l'évêque Agré ou Yago nous parlent de l'amour entre les hommes, etc. Tout ça, c'est pour masquer, pour voiler la réalité, la barbarie, dans laquelle vit ce monde.

La situation des travailleurs est aujourd'hui catastrophique. Et elle est doublement dangereuse parce que les travailleurs sont aujourd'hui sans perspectives. Sans drapeau. Sans boussoles. Ils sont empoisonnés dans leur tête par toutes sortes de croyances ou de religions qui se multiplient dans les quartiers. Mais tout ça n'empêchera pas la colère des masses d'exploser inévitablement un jour. La bourgeoisie le sait. Elle sait aussi que sa prétendue démocratie ne suffira pas à tromper, à canaliser la colère des masses. Alors, ces gens-là innovent. Aujourd'hui la mode c'est "l'ivoirité". C'est un poison mortel pour les travailleurs. Il porte en lui les germes d'un Burundi, d'un Rwanda. La bourgeoisie utilise toutes les armes en sa possession pour créer la division entre travailleurs, pour qu'ils se fractionnent, pour qu'ils s'entre-déchirent. Pourvu que ses intérêts fondamentaux soient préservés.

La bourgeoisie frappe par tous les moyens la classe ouvrière. Elle transforme aujourd'hui les parents et les enfants en quasi esclaves. Et elle continuera à le faire tant que cette exploitation lui rapportera de l'argent et tant que les travailleurs la laisseront faire. Dans ce contexte, la colère des masses pauvres explosera un jour. Mais pour que la colère apporte les changements nécessaires, il faut que cette explosion de colère soit transformée en révolution contre les exploiters. Les travailleurs devront pour cela s'unir contre leurs ennemis communs: les riches! Mais cette conscience-là ne viendra pas toute seule.

C'est pourquoi, aujourd'hui, plus que jamais, les travailleurs ont besoin d'un drapeau, d'un programme, d'un parti qui défendent clairement et exclusivement leurs intérêts de classe. et ce parti est à construire.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.